Six profils pour une bannière : quelles conceptions et pratiques d'engagement des enseignant·es cégétistes ?

David DESCAMPS et Agathe FOUDI

Cet article vise à questionner l'unité des enseignant·es syndiqué·es à la CGT à partir d'une analyse de leurs conceptions et pratiques d'engagement militant et de la recherche de leurs déterminants. En s'appuyant sur un corpus composé de 552 cas, nous mettons en évidence que si cette population partage très largement certaines conceptions et pratiques associées à l'action collective, elle est aussi traversée par des différences suffisamment marquées pour dessiner six profils d'engagement distincts que nous caractérisons suivant le rapport à l'engagement militant et les propriétés sociales et professionnelles de leurs membres. Nous éclairons ensuite les ressorts de cette variabilité.

This article seeks to question the unity of teachers who are union members under the CGT – the General Confederation of Labour – by analysing their activist ideas and practices and looking for their determining factors. Based on a corpus of 552 cases, we reveal that while this population broadly shares certain ideas and practices associated with collective action, it is also divided by sufficiently marked differences to outline six distinct engagement profiles which we distinguish in terms of activist engagement and the social and professional attributes of their members. We go on to shed light on the factors involved in this variability.

David Descamps est docteur en sociologie, Université de Lille, Clersé ; Agathe Foudi est doctorante en sciences politiques, Université de Lille, Ceraps.

Si, dans le champ syndical français, la CGT a durablement occupé une place de premier plan[1] et s'est érigée comme représentante d'un « syndicalisme de classe et de masse[2] », sa base syndicale connaît, depuis le début des années 1980, d'importantes transformations. En effet, la CGT a vu s'opérer un « basculement du centre de gravité confédéral vers le pôle "public" du salariat » (Béroud *et al.*, 2019:37), de sorte que « le gros des adhérents est désormais regroupé au sein du secteur public et parapublic » (Piotet, 2009:a). En lien avec les transformations structurelles de l'emploi (désindustrialisation et tertiarisation de l'activité économique, développement de l'externalisation et de la sous-traitance) et de la main-d'œuvre (féminisation et hausse du niveau de qualification), certains secteurs professionnels qui constituaient des bastions syndicaux ont vu leurs effectifs chuter dans les rangs cégétistes – la métallurgie, l'énergie, les activités postales et de télécommunications, et les chemins de fer – tandis que d'autres ont vu leurs effectifs croître fortement – le commerce, mais aussi et surtout la fonction publique territoriale, la santé et l'éducation (Andolfatto, Labbé, 2007:63-64 ; Giraud *et al.*, 2018:142-143).

Or, si on connaît désormais plutôt bien le profil des adhérent·es « historiques » de la CGT, et notamment ceux des cheminot·es (Mischi, 2011, 2016) et des salarié·es de l'industrie (Henni, 2009 ; Corouge, Pialoux, 2011), on connaît encore assez peu celui des nouvelles et nouveaux syndiqué·es[3]. En l'occurrence, alors même que les enseignant·es constituent la profession la plus nombreuse du pays[4] et que la syndicalisation à la CGT leur est ouverte depuis plus de 30 ans[5], l'éclairage scientifique offert sur les syndiqué·es CGT de cette catégorie professionnelle est encore très limité. Les principaux travaux qui s'y sont intéressés ont surtout été le fait d'historiens dont le but était moins d'objectiver les modalités de l'engagement de ces enseignant·es que d'analyser l'évolution des conditions de leur présence à la CGT (Poucet, 2001 ; Montant, 2008 ; Frajerman, 2005, 2014). Quant à l'analyse sociologique menée par Piotet sur la section CGT d'un lycée (2009), si elle a permis de mettre en lumière la manière dont des enseignant·es pouvaient s'engager dans leur établissement, sa dimension monographique n'offre pas de connaissances

1. La CFDT compterait désormais 480 000 adhérent·es, soit 10 000 de plus que la CGT (Andolfatto, Labbé, 2021:150).

2. Préambule du document d'orientation adopté lors du 53e Congrès de la CGT en mars 2023.

3. Quelques travaux de recherche portant sur le renouvellement syndical à la CGT tendent à combler ce manque. Certains s'intéressent aux trajectoires et modalités d'engagement de salarié·es travaillant dans des secteurs – santé notamment – où la syndicalisation à la CGT progresse et se déploie (Siblot, 2009, 2018 ; Alfandari, 2018). D'autres portent sur celles des salarié·es embauché·es dans des secteurs à faible tradition syndicale, tels que la sous-traitance industrielle, la grande distribution ou encore les services à la personne (Béroud, 2013 ; Nizzoli, 2015 ; Berthonneau, 2021, 2022).

4. Selon les données fournies par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) dans le *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire [édition 2022-2023]*, on comptait 888 206 enseignant·es (premier et second degré, public et privé sous contrat) en France.

5. L'ouverture du champ de syndicalisation de la CGT à l'ensemble des enseignant·es du primaire et du secondaire est acceptée en juin 1992. Entre 1954 et 1992, seul·es les enseignant·es des lycées professionnels de l'enseignement public et les enseignant·es du privé pouvaient y adhérer.

générales sur le(s) profil(s) d'engagement des enseignant·es cégétistes. Or, de telles connaissances paraissent d'autant plus précieuses aujourd'hui qu'elles concernent une population au cœur de transformations majeures, tant au sein de la CGT qu'au sein du champ syndical où se pose notamment la question du rapprochement entre la CGT et la Fédération syndicale unitaire (FSU)[6].

Pour comprendre l'engagement des enseignant·es cégétistes, il faut resituer leur adhésion au sein du champ syndical de l'éducation. Marqué par une grande diversité d'organisations (Ferhat, 2025), la CGT y occupe une position relativement marginale tant dans le secteur public que dans le secteur privé[7]. La CGT Éduc'action compterait 14 500 adhérent·es enseignant·es[8], soit 1,9 % des enseignant·es du public ; la CGT-Enseignement privé (CGT-EP), 2 500 adhérent·es, soit 1,8 % des enseignant·es du privé sous contrat[9]. L'affiliation des enseignant·es à la CGT constitue donc un engagement « minoritaire » dont on peut supposer *a priori* qu'il favorise des pratiques d'engagement homogènes ; l'existence d'une offre syndicale étendue dans l'éducation permettant à celles et ceux qui font le choix de se syndiquer de sélectionner l'organisation la plus conforme à leurs attentes.

Partant, l'enjeu de cet article consiste à interroger la manière dont les enseignant·es cégétistes pensent l'action collective, font usage de ses différents registres et s'y impliquent, puis à identifier les déterminants des modalités de leur engagement. Pour cela, nous avons diffusé auprès de cette population un questionnaire (encadré 1) comportant plusieurs questions relatives à l'action collective. Celui-ci nous a permis de construire 25 variables (voir les annexes, tableau 1) inspirées de celles mobilisées dans les travaux consacrés à cette thématique (Contamin, Delacroix, 2009 ; Michon, 2011 ; Pagis, 2011 ; Rodrigues *et al.*, 2025). Parmi elles, 8 portent sur les conceptions de la grève et permettent de préciser les représentations qu'ont les enquêté·es de ses fonctions, de ses effets et de son utilité. Les 17 autres permettent de décrire le « répertoire d'action » (Tilly, 1986:541-542) qu'ils et elles utilisent et les enjeux qui les mobilisent. Nous commencerons alors par dresser un portrait de la population étudiée – 552 enseignant·es cégétistes – en mettant en évidence les similitudes de ses membres en matière de représentations de la grève et de pratiques militantes, puis en faisant émerger, à partir d'une analyse des correspondances multiples (ACM), les principes les plus structurants des distinctions observées. À l'appui d'une classification ascendante hiérarchique (CAH) et

6. La CGT et la FSU se sont engagées dans un processus de rapprochement dont témoigne la publication commune « Unir le syndicalisme pour améliorer notre quotidien et transformer demain » (octobre 2024 ; https://www.cgt.fr/Commun-CGT-FSU).

7. Aux dernières élections professionnelles, la CGT Éduc'action est arrivée cinquième en termes de suffrages exprimés, avec un score de 6,64 %, bien loin derrière la FSU et l'UNSA, tandis que la CGT-EP est arrivée quatrième, avec une audience de 9,43 %, largement inférieure à celle de la CFDT, de la CFTC et du SPELC.

8. Données consolidées produites par la CGT Éduc'action en 2022 lors de son congrès national.

9. Données issues d'un fichier anonymisé des adhérent·es de la CGT-EP (2022).

d'une régression, nous approfondirons l'analyse de ces distinctions en proposant une sociographie des « profils d'engagement » de ces enseignant·es. Enfin, nous offrirons un éclairage sur les déterminants du rapport à l'engagement des enseignant·es cégétistes.

Encadré 1 - **Corpus et démarche méthodologique**

Afin de mener à bien notre analyse, nous nous sommes appuyé·es sur un questionnaire que nous avons construit pour saisir les trajectoires et modalités de l'engagement dans l'enseignement et à la CGT. D'abord diffusé auprès de militant·es de la CGT Éduc'action et de la CGT-Enseignement privé lors d'événements importants de leur vie syndicale respective, ce questionnaire a ensuite été adressé aux syndiqué·es de ces organisations *via* leurs listes de diffusion. Ce travail, qui s'est déroulé sur plusieurs mois entre 2022 et 2023, a permis de disposer de 552 questionnaires exploitables, dont 336 complétés par des enseignant·es du public et 116 par des enseignant·es du privé. Sur un certain nombre de propriétés, la population enquêtée apparaît assez représentative des enseignant·es cégétistes dans leur ensemble. Parmi les 552 questionnaires exploités, 53,1 % ont été complétés par des femmes, 46,9 % par des hommes, alors que les unes et les autres représentent respectivement 56,9 % et 43,1 % des enseignant·es syndiqué·es à la CGT au niveau national (proportions calculées à partir des données obtenues auprès des organisations syndicales. Voir notes 8 et 9, p. 111). Assez conforme à la composition sexuelle des cégétistes de l'enseignement, notre échantillon apparaît moins représentatif en ce qui concerne leurs statuts professionnels. Ainsi, les professeur·es certifié·es de l'enseignement secondaire général et technologique (38,4 % des membres de notre corpus) et les agrégé·es (6,7 % des membres de notre corpus) apparaissent surreprésenté·es (ils et elles sont respectivement 29,4 % et 4,7 % parmi les enseignant·es cégétistes). Les professeur·es des écoles et les enseignant·es dépourvu·es de concours y sont quant à elles et eux correctement représenté·es (respectivement 12,7 % et 8,2 % du corpus contre 12 % et 8,4 % des enseignant·es cégétistes). En revanche, les professeur·es de lycée professionnel y sont nettement sous-représenté·es (32,1 % du corpus contre 45,5 % des enseignant·es cégétistes). L'écart le plus important concerne néanmoins le secteur d'enseignement : alors que les enseignant·es cégétistes du privé représentent 16,8 % des enseignant·es affilié·es à la CGT, ils en représentent 39,1 % dans notre corpus. Cela s'explique en partie par des différences liées à la diffusion de notre questionnaire : celle-ci a été assurée auprès des enseignant·es cégétistes du privé par l'instance de direction nationale de la CGT-EP, dont le fonctionnement, très centralisé, a certainement contribué à ce que nous ayons un taux de retour relativement important. Sa diffusion auprès des syndiqué·es de la CGT Éduc'action, dont le cœur de décision se situe au niveau des syndicats départementaux, a été plus limitée, certains d'entre eux n'ayant pas donné suite à notre demande ou l'ayant refusée.

I. Un groupe engagé mais clivé

L'exploitation statistique de ces questionnaires permet de décrire assez précisément les conceptions et pratiques d'engagement de nos enquêté·es. En dépit de leurs nombreux points communs, ils et elles présentent des différences sur un certain nombre d'aspects.

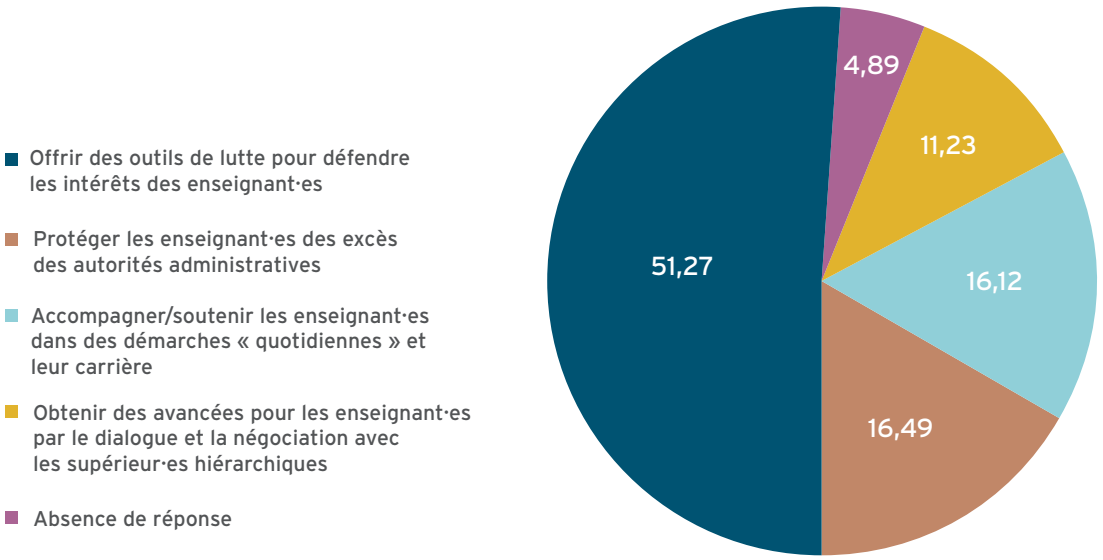
I.1. Un attachement à la grève, un fort investissement dans les luttes

Du point de vue de leur engagement dans les luttes, les enseignant·es cégétistes de notre corpus se rejoignent tout d'abord très largement sur le recours, massif et général, aux instruments les plus traditionnels de l'action collective. Ainsi, 86,2 % des enquêté·es déclarent avoir participé à des mobilisations enseignantes nationales ou locales en manifestant, et 80,1 % en participant à un mouvement de grève ou de débrayage. Les enseignant·es cégétistes partagent un fort attachement à la grève. D'une part, celle-ci est très majoritairement reconnue comme un registre utile de l'action collective : seuls 5,4 % des répondant·es considèrent qu'elle ne l'est pas. D'autre part, la plupart estime qu'elle remplit certaines fonctions centrales de l'action collective : 78,6 % considèrent en effet que la grève permet d'exprimer des revendications et 79,5 % de créer un rapport de force.

La population qui compose notre corpus apparaît également très homogène du point de vue de sa capacité, massive, à se mobiliser au-delà des enjeux strictement éducatifs. En phase avec la dimension interprofessionnelle des luttes initiées par la CGT, nos enquêté·es sont plutôt enclin·es à participer aux mouvements interprofessionnels : 64,3 % affirmaient avoir participé au mouvement social contre la loi Travail en 2016 et 88,2 % au mouvement contre la réforme des retraites (2018-2020). Dans l'ensemble, la très grande majorité des membres de notre corpus réalise un double investissement dans l'action collective : 90 % ont participé, dans les cinq années précédant l'enquête, à au moins une mobilisation « Éducation nationale », et à au moins une mobilisation « hors Éducation nationale » parmi celles proposées. Nos enquêté·es apparaissent ainsi très largement attaché·es à la grève et enclin·es aux luttes. D'ailleurs, leurs attentes envers la CGT apparaissent clairement combatives : lorsqu'on les interroge à ce sujet (une seule réponse possible), les adhérent·es disent en majorité souhaiter que la CGT leur fournisse des outils de lutte pour défendre les intérêts collectifs de la profession (graphique 1).

Graphique 1 - **Les attentes des adhérent·es de la CGT Éduc'action et de la CGT-Enseignement privé à l'égard de leur syndicat**

En %



Champ : enseignant·es syndiqué·es à la CGT (n = 552)

Lecture : en 2022, parmi les 552 enseignant·es syndiqué·es à la CGT de notre corpus, 51,27 % attendaient prioritairement de la CGT Éduc'action ou de la CGT-EP qu'elle offre des outils de lutte pour défendre les intérêts des enseignant·es.

Source : auteur·es.

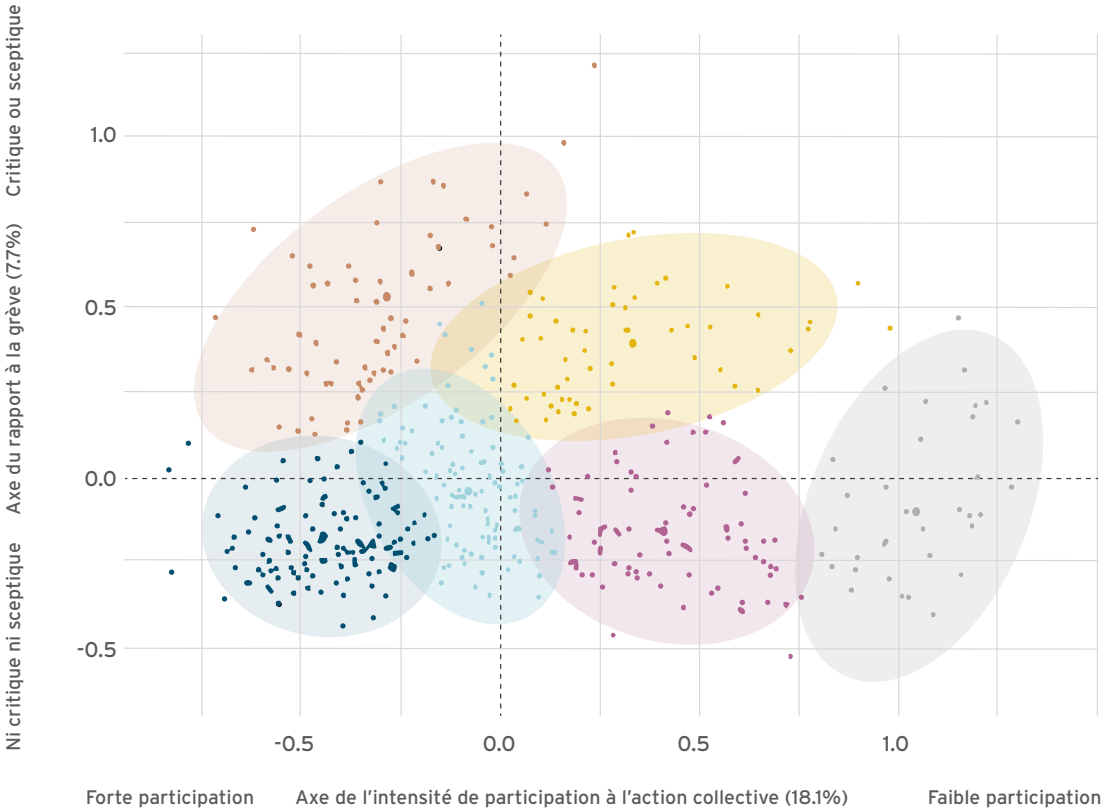
Mais l'homogénéité de notre corpus apparaît moins forte quand on observe l'intensité de l'engagement dans la mobilisation. Alors que 18,1 % déclarent n'avoir jamais fait grève plus d'une journée (dont presque la moitié n'avoir jamais fait grève), ils sont, en proportion, quasiment autant à déclarer avoir déjà fait grève une semaine complète ou davantage (21,6 %). Entre ces deux profils, le reste de nos enquêté·es se distribue entre une part – très importante – d'enseignant·es ayant déjà fait grève quelques jours non consécutifs (40,6 %) et une part – plus réduite – ayant déjà fait grève plusieurs jours consécutifs (19,7 %). Les membres de notre corpus font également un usage différencié des autres instruments de lutte que la grève et la manifestation. Ainsi, plus d'un tiers affirme n'avoir participé à aucun rassemblement et n'avoir signé aucune pétition, et plus de la moitié n'avoir financé aucune caisse de grève. Une hétérogénéité de pratiques d'engagement marque donc notre corpus malgré l'affiliation syndicale commune de ses membres.

I.2. Des clivages sur plusieurs dimensions

Pour identifier les clivages qui structurent le plus les représentations et pratiques au cœur de l'engagement de nos enquêté·es, nous avons réalisé une analyse des correspondances multiples (ACM) à partir des 25 variables détaillées dans les annexes (tableau 1[10]). Celle-ci dessine un espace de leurs conceptions de la grève et des formes de leur implication dans les luttes. L'axe qui distingue le plus fortement les membres de notre corpus reflète l'intensité de leur participation aux actions collectives et oppose les plus investis (à l'Ouest) aux moins investis (à l'Est). Le second axe distingue quant à lui les adhérent·es selon leur rapport à la grève ; celles et ceux qui se montrent sceptiques ou critiques à son égard étant situé·es au Nord, les autres, au Sud (voir les annexes, graphique 1). Pour saisir finement les formes et modalités d'engagement de nos enquêté·es, nous avons mobilisé une classification ascendante hiérarchique (CAH), articulée à l'ACM. Cette méthode permet en effet de constituer des groupes d'individus présentant de fortes similarités d'un point de vue statistique et, en l'occurrence, de dégager des « profils d'engagement » fondés sur la proximité de leurs pratiques et de leurs représentations militantes. Nous avons finalement retenu un découpage en six groupes : trois d'entre eux (ceux situés le plus à l'Ouest sur le graphique 2) constituent des sous-profils des « adhérent·es mobilisé·es », les trois autres (à l'Est sur ce même graphique), des sous-profils des « adhérent·es peu ou non mobilisé·es ».

10. La variable « greve_deb » (participation à une grève ou à un débrayage) que nous mobilisons dans cet article en raison de son intérêt descriptif n'a pas été utilisée pour construire l'ACM dans la mesure où elle était fortement corrélée avec la variable décrivant l'intensité de l'usage de la grève par nos enquêté·es.

Graphique 2 - **Positionnement des profils d'engagement dans l'espace des conceptions de la grève et des formes d'implication dans les luttes collectives des enseignant·es cégétistes**



Adhérent·es

- de toutes les luttes
- en lutte et critiques de la grève
- fidèles investi·es dans les luttes professionnelles
- en attente et sceptiques à l'égard de la grève
- tourné·es vers les mobilisations enseignantes
- en retrait de l'action collective

Champ : enseignant·es syndiqué·es à la CGT (n = 552)

Note : chacun des points représente un individu du corpus. Sa position reflète l'intensité de sa participation à l'action collective et son rapport à la grève.

Source : auteur·es.

II. Des profils d'engagement différenciés

Les différents profils d'engagement qui émergent ainsi de l'analyse statistique ne sont pas sans lien avec les propriétés sociales de nos enquêté·es. Afin d'approfondir la connaissance des profils militants de ces adhérent·es, nous avons enrichi leur description en mobilisant les variables sociales et professionnelles qui sont apparues comme les plus distinctives statistiquement (tableau 1). Chacun de ces profils d'engagement est par ailleurs éclairé par un portrait présenté en encadré (encadrés 2 à 5).

II.1. Trois profils d'« adhérent·es mobilisé·es »

Les « adhérent·es de toutes les luttes » (28,1 % des enquêté·es ; encadré 2) sont les plus engagé·es dans les actions collectives. La manière dont ils et elles conçoivent la grève et s'investissent dans les mobilisations est particulièrement fidèle à celle que l'on associe traditionnellement au mouvement ouvrier. Envisagée comme un instrument conflictuel et politique, la grève permet en effet, pour une très large majorité de ces adhérent·es, d'exprimer des revendications (96,1 %) et de construire un rapport de force (97,4 %). Lorsque ces syndiqué·es s'investissent dans l'action collective enseignante, ils et elles s'y montrent particulièrement combatifs ou combatives : un peu plus de la moitié d'entre elles et eux a déjà fait grève plus d'une semaine. Si l'engagement de ces enseignant·es dans les luttes collectives a une forte dimension interprofessionnelle (97,4 % a participé aux mobilisations contre la loi Travail et la réforme des retraites), il déborde largement la sphère du monde du travail. Près des deux tiers a participé à au moins deux des quatre mouvements de lutte pour la préservation et le développement des droits et libertés proposés dans le questionnaire. Du point de vue de leurs pratiques, les membres de cette classe présentent de fortes similitudes avec ceux que Sawicki qualifie d'enseignants « hypermobilisés » (Sawicki, 2015:95). Socialement, les « adhérent·es de toutes les luttes » forment le groupe le plus masculin (63,9 % d'hommes) et celui qui accueille la plus grande proportion d'enseignant·es du public (87,7 %). Ses membres ont vécu dans un environnement familial particulièrement marqué par le militantisme. Si peu d'entre elles et eux sont des « enfants de la famille » (Contamin, Delacroix, 2009), c'est-à-dire des individus dont les ascendant·es étaient affilié·es au PCF et à la CGT (9 %), la plupart ont des parents membres d'un syndicat ou d'un parti politique (58,1 %) : plus de 45 % d'entre elles et eux avaient en effet un père syndiqué (contre un peu plus d'un tiers en moyenne), dont presque un quart à la CGT. Ces adhérent·es ont par ailleurs souvent été socialisé·es, jeunes, aux pratiques militantes par leurs parents. Riche de discussions sur l'actualité (49 % des membres se souviennent avoir discuté de l'actualité politique avec leur père dans leur jeunesse), leur environnement familial en a conduit un peu plus des deux cinquièmes à manifester avec leurs parents alors qu'ils et elles étaient encore enfants, et un cinquième à participer à une grève avec eux. Cette socialisation militante précoce rejaillit sur leur vie familiale contemporaine puisque ces adhérent·es sont plus de la moitié à avoir un·e conjoint·e syndiqué·e (la plupart à la CGT).

Tableau 1 - Variables sociales les plus distinctives de l'appartenance des enquêté·es aux profils d'engagement

Variables	Modalités	Adhérent·es de toutes les luttes		Adhérent·es en lutte et critiques de la grève		Adhérent·es fidèles investi·es dans les luttes professionnelles		Adhérent·es en attente et sceptiques à l'égard de la grève		Adhérent·es tourné·es vers les mobilisations enseignantes		Adhérent·es en retrait de l'action collective		Mod/ ensemble
		mod/ cla	cla/ mod	mod/ cla	cla/ mod	mod/ cla	cla/ mod	mod/ cla	cla/ mod	mod/ cla	cla/ mod	mod/ cla	cla/ mod	
Enseignement	privé	12,3	8,8	30,5	8,3	33,6	23,1	63,2	14,4	63,7	30,1	86,8	15,3	39,1
	public	87,7	40,5	69,5	12,2	66,4	29,5	36,7	5,4	36,3	11,0	13,2	1,5	60,8
Sexe	masculin	63,9	38,2	40,7	9,3	38,9	22,4	57,1	10,8	36,3	14,3	34,2	5,0	46,9
	féminin	36,1	19,1	59,3	11,9	61,1	31,1	42,9	7,2	63,7	22,2	65,8	8,5	53,1
Mention Bac B ou TB	non	81,9	28,1	86,4	11,3	76,5	25,2	93,9	10,2	78,4	17,7	89,5	7,5	81,9
	oui	18,1	28,0	13,6	8,0	23,5	35,0	6,1	3,0	21,6	22,0	10,5	4,0	18,1
Parents_ manif[a]	non	59,4	22,9	69,5	10,2	71,8	26,7	85,7	10,5	80,4	20,4	97,4	9,2	72,6
	oui	40,6	41,7	30,5	11,9	28,2	27,8	14,3	4,6	19,6	13,2	2,6	0,7	27,4
Statut syndical du/de la conjoint·e	non adhérent·e	47,7	19,6	72,9	11,4	73,8	29,1	79,6	10,3	76,5	20,6	89,5	9,0	68,5
	adhérent·e hors CGT	11,0	27,0	10,2	9,5	14,1	33,3	12,2	9,5	8,8	14,3	10,5	6,3	11,4
	adhérent·e à la CGT	41,3	57,7	16,9	9,0	12,1	16,2	8,2	3,6	14,7	13,5	0,0	0,0	20,1
Affiliation partisane	non adhérent·e	73,5	24,0	84,7	10,5	87,9	27,6	93,9	9,7	95,1	20,4	97,4	7,8	86,1
	adhérent·e hors PCF/LFI	13,5	70,0	1,7	3,3	3,4	16,7	4,1	6,7	1,0	3,3	0,0	0,0	5,4
	adhérent·e PCF/LFI	12,9	42,6	13,6	17,0	8,7	27,7	2,0	2,1	3,9	8,5	2,6	2,1	8,5
Classe/ensemble			28,1		10,7		27,0		8,9		18,5		6,9	100

Champ : enseignant·es syndiqué·es à la CGT (n = 552)
a : cette variable renvoie au fait d'avoir participé ou non à une manifestation avec les parents pendant la jeunesse.

Lecture : 12,3 % des enseignant·es cégétistes appartenant au profil des « adhérent·es de toutes les luttes » enseignent dans le privé, 87,7 %, dans le public ; 8,8 % des enseignant·es cégétistes du privé appartiennent au profil des « adhérent·es de toutes les luttes », 8,3 % au profil des « adhérent·es en lutte et critiques de la grève ».

Encadré 2 - **Omar, « De toutes les luttes » et Élodie, « En lutte et critique de la grève »**

Omar est âgé de 49 ans. Certifié en mathématiques, il est syndiqué à la CGT Éduc'action depuis son entrée dans l'Éducation nationale, à la fin des années 1990. Sa conjointe, cadre éducative, est elle aussi syndiquée à la CGT. Il est titulaire de son poste dans un lycée polyvalent public situé en périphérie d'une grande métropole. Issu d'un milieu populaire (son père était ouvrier et sa mère femme au foyer), il effectue toute sa scolarité dans l'enseignement public. Bien qu'il ait redoublé, il réalise une trajectoire scolaire honorable : il obtient un Bac C (sans mention) et une bourse au mérite dans le supérieur. Si Omar ne se souvient pas avoir eu, étant jeune, des discussions sur l'actualité politique et sociale avec sa mère, il indique en avoir eu avec son père, syndiqué à la CGT, qui l'a aussi emmené en manifestation. Omar fait partie des militant·es multi-engagé·es. Adhérent actif au sein de La France Insoumise (LFI), il est membre d'instances exécutives de son syndicat et bénéficie d'une décharge syndicale liée à son investissement. Dans son établissement scolaire, il est secrétaire de la section syndicale et anime des heures d'information syndicale. Omar attend de la CGT qu'elle offre des outils de lutte.

Élodie est âgée de 39 ans. Certifiée de l'enseignement professionnel en Lettres-anglais, elle enseigne dans un lycée polyvalent public situé dans une métropole de taille moyenne. Son conjoint exerce un métier technique dans l'industrie et n'est pas syndiqué. Entrée dans l'enseignement en 2012 après avoir démissionné d'un précédent emploi, Élodie a suivi, elle aussi, toute sa scolarité dans l'enseignement public. Boursière sur critères sociaux, elle a obtenu son Bac ES avec mention (assez bien). Son père, syndiqué à la CGT, était chauffeur routier ; sa mère, employée dans la fonction publique territoriale. Élodie ne se souvient pas de pratiques politiques ou militantes qu'elle aurait réalisées, jeune, avec ses parents. Comme Omar, elle attend de la CGT qu'elle lui fournisse des instruments de lutte. Investie dans son établissement où elle siège au conseil d'administration, Élodie est aussi membre d'instances de direction syndicales académiques.

Les « adhérent·es en lutte et critiques de la grève » (10,7 % des enquêté·es ; encadré 2) ont un profil social sensiblement différent de celui des « adhérent·es de toutes les luttes ». S'il est, lui aussi, majoritairement constitué d'enseignant·es du secteur public (69,5 % d'entre elles et eux le sont), ce groupe est en revanche majoritairement féminin (59,3 % des membres). Ses membres se caractérisent par une origine sociale plutôt populaire, mais non ouvrière : celles et ceux dont le père était employé ou profession intermédiaire y sont surreprésenté·es (22 % et 22 %, pour des moyennes situées respectivement à 15,2 % et 13,8 %), comme celles et ceux dont la mère était employée (44 % contre une moyenne de 31,5 %).

S'ils et elles ont plus souvent bénéficié de bourses sur critères sociaux que la moyenne des autres enquêté·es, les membres de ce groupe ont aussi davantage acquis une position dominée dans le système scolaire puisqu'une forte proportion dispose d'un CAPLP[11] (49,2 % contre une moyenne de 32,1 %). Les « adhérent·es en lutte et critiques de la grève » sont très engagé·es dans toutes les formes de luttes, et ce à des niveaux comparables aux membres du précédent groupe. Ils et elles s'en distinguent toutefois par les critiques qu'ils et elles émettent à l'égard de la grève. Alors que les « adhérent·es de toutes les luttes » en font le registre de l'action collective le plus opérant, près de sept membres de ce groupe sur dix estiment que la grève a un coût trop important. Surtout, 86,4 % considèrent qu'elle est dépassée et qu'il faut des actions plus radicales et 81,4 %, qu'elle est dépassée et qu'il faut des actions symboliques. Critiques de l'efficacité pratique de ce registre d'action, ces adhérent·es considèrent néanmoins très majoritairement que la grève permet de créer un rapport de force (89,8 %). De plus, le jugement qu'ils et elles portent sur la grève n'entrave ni leur usage de ce registre d'action, ni leur soutien envers celles et ceux qui l'utilisent : de fait, près des trois quarts des membres de cette classe ont déjà financé une caisse de grève.

Chez les « adhérent·es fidèles investie·es dans les luttes professionnelles » (27 % des enquêté·es ; encadré 3), les femmes sont surreprésentées (61,1 % contre 53,1 % en moyenne), ainsi que les individus issus des franges populaires et « petites-moyennes » (Cartier *et al.*, 2008) et, dans une moindre mesure, les individus ayant eu une scolarité réussie (les bachelier·es obtenant une mention « bien » ou « très bien » y représentent 23,5 % des membres contre une moyenne de 18,1 %). Au plan socioprofessionnel, le groupe accueille une majorité d'enseignant·es du public (66,4 %). Les « adhérent·es fidèles investi·es dans les luttes professionnelles » sont attaché·es au répertoire de la lutte cégétiste. Bien qu'ils ou elles soient un peu moins présent·es dans les luttes que ne le sont les membres des deux classes précédentes, leur rapport à la grève est assez similaire à celui des « adhérent·es de toutes les luttes ». En effet, seule une minorité des membres de ce groupe en critique l'efficacité (20,8 % la considère insuffisamment radicale) ou les effets (elle pénalise les élèves pour 3,4 % des membres et présente un coût trop important pour 22,1 % d'entre eux). Ces enseignant·es se distinguent surtout des autres groupes d'« adhérent·es mobilisé·es » par un moindre investissement dans les mouvements qui dépassent les enjeux liés au monde du travail : seul·es 26,2 % ont participé à au moins deux des quatre mouvements en faveur des droits et libertés proposés. Pour ces syndiqué·es, la lutte s'associe prioritairement, voire exclusivement, à la sphère du travail.

11. Concours d'accès au corps des professeurs de lycée professionnel.

Encadré 3 - **Julie, « Fidèle investie dans les luttes professionnelles »**

Âgée de 34 ans, Julie est certifiée d'Arts plastiques et enseigne en tant que remplaçante dans un département de la région parisienne. Elle rejoint l'enseignement après avoir travaillé quelques années à son compte : elle se syndique d'emblée à la CGT Éduc'action. Son conjoint, ouvrier, est salarié d'une entreprise privée : il n'est ni syndiqué, ni membre d'un parti. Hormis au lycée, Julie a effectué la majeure partie de sa scolarité dans l'enseignement public. Bien que ses parents soient très diplômé·es (son père est titulaire d'un doctorat, sa mère d'un Bac +2), elle a redoublé au cours de sa scolarité. Son environnement familial de jeunesse a été particulièrement propice à sa politisation. Outre la présence d'une presse engagée au domicile familial (Charlie Hebdo), plusieurs de ses proches étaient syndiqué·es. Son père, lui-même syndiqué (mais pas à la CGT), l'a faite participer, jeune, à des grèves, manifestations et réunions syndicales. Julie se souvient avoir souvent discuté de l'actualité politique avec lui. L'investissement syndical de Julie s'opère surtout au niveau de son établissement, où elle siège au conseil d'administration. Elle attend de la CGT qu'elle lui assure un suivi de carrière et une protection face à l'autorité hiérarchique.

II.2. Trois profils d'« adhérent·es peu ou non mobilisé·es »

Plutôt masculin (57,1 % d'hommes), le groupe des « adhérent·es en attente et sceptiques à l'égard de la grève » (8,9 % des enquêté·es ; encadré 4) comprend quant à lui une majorité d'enseignant·es du privé (63,2 %). Marqué·es par une origine sociale favorisée – 30,6 % ont eu un père cadre pour une moyenne de 17 % –, ses membres disposent d'une position professionnelle moins dominée que ne l'est en moyenne celle de nos enquêté·es puisqu'ils et elles sont plus fréquemment titulaires d'un Capes[12] (40,8 % contre 35,1%) et moins fréquemment détenteurs ou détentrices d'un CAPLP (24,5 % contre une moyenne de 32,1 %). Les « adhérent·es en attente et sceptiques à l'égard de la grève » aspirent à des évolutions stratégiques, orientées vers un syndicalisme de contestation pour les un·es (majoritaires), vers un syndicalisme de négociation pour les autres (minoritaires) : 59,2 % des membres de ce groupe considèrent que la grève est dépassée et qu'il faut désormais des actions plus radicales, 20,4 % qu'il faut plus de concertation. En attente de ce renouveau stratégique, ils et elles ne sont que 51 % à croire que la grève permet de créer un rapport de force et 42,9 % à penser qu'elle permet d'exprimer des revendications. Cette croyance dans l'efficacité politique limitée de la grève impacte leurs pratiques. Parmi les membres de cette classe, seul·es 10,2 % ont soutenu les grèves enseignantes par le financement de caisses de grève. De plus, l'intensité de leur enga-

12. Nous utilisons ici et dans la suite de l'article l'acronyme « Capes » pour désigner tout à la fois le Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire et le Certificat d'aptitude aux fonctions d'enseignement privé.

Encadré 4 - **Christophe, « En attente et sceptique à l'égard de la grève » et Sophie, « Tournée vers les mobilisations enseignantes »**

Christophe est âgé de 46 ans. Titulaire d'un CAPLP Génie industriel, il est en poste dans un lycée professionnel privé d'un département de l'Ouest de la France. Il est entré dans la profession au début des années 2000, à la suite d'une expérience décevante en entreprise privée (il en a démissionné). Issu d'un milieu ouvrier, Christophe n'a fréquenté que des établissements privés pendant sa scolarité. Il a obtenu un baccalauréat en construction mécanique. Il se souvient avoir eu parfois des discussions sur l'actualité avec ses parents quand il était jeune et que l'un et autre ont fait grève à cette époque, bien que seul son père ait été syndiqué (à la CGT). Actuellement en couple, sa conjointe, qui travaille dans les métiers du soin à la personne, est syndiquée elle aussi, mais à la CFDT. Christophe adhère à la CGT-EP au milieu des années 2000, alors qu'il rencontre un problème personnel. Il attend de la CGT qu'elle obtienne des avancées pour les enseignant·es par la négociation et le dialogue social et qu'elle assure le suivi de sa carrière. Sans responsabilité syndicale, que ce soit dans les instances de son syndicat ou dans son établissement, il lui arrive néanmoins de participer aux réunions d'information syndicale.

Âgée de 48 ans, Sophie, célibataire, est titulaire du poste qu'elle occupe dans un collège privé du Sud de la France. Elle est entrée dans l'enseignement au début des années 1990 et y exerce sans avoir eu de concours. Ses parents (père expert-comptable, mère au foyer) sont titulaires de « petits diplômes ». Scolarisée dans des établissements privés jusqu'au lycée, elle a obtenu un Bac de Lettres classiques sans mention. Dépourvue d'ascendance militante (ni son père, ni sa mère n'étaient syndiqué·es ou affilié·es à un parti), mais impliquée chez les Scouts de France, Sophie s'est syndiquée à la CGT-EP au début des années 2000 : alors déçue des autres syndicats, elle se retrouve dans les idées et les pratiques qui y sont défendues ou adoptées et y voit un moyen de veiller au suivi de sa carrière. Sophie est impliquée dans la vie syndicale de son établissement où elle siège au conseil d'administration. Elle a aussi déjà participé à une réunion d'information syndicale.

gement dans la grève est très mesurée puisqu'ils ne sont que 8,1 % à avoir fait grève plusieurs jours consécutifs.

Le groupe des « adhérent·es tourné·es vers les mobilisations enseignantes » (18,5 % des enquêté·es ; encadré 4) accueille lui aussi une majorité d'enseignant·es du privé (63,7 %). Les femmes y sont surreprésentées (63,7 % contre 53,1 % en moyenne), ainsi que, dans une moindre mesure, les individus ayant eu une scolarité réussie (les bachelier·es ayant obtenu une mention « bien » ou « très bien » représentent 21,6 % de ses membres contre une moyenne de 18,1 %). Les individus

issus des franges populaires et « petites-moyennes » (Cartier *et al.*, 2008) y sont quant à eux légèrement sous-représentés. Les « adhérent·es tourné·es vers les mobilisations enseignantes » ont un rapport à la grève qui les distinguent tout autant des « adhérent·es en attente et sceptiques de la grève » que de celles et ceux qui figurent parmi les trois groupes des « adhérent·es mobilisé·es ». Bien moins convaincu·es que les premier·es de l'obsolescence de la grève et moins critiques de son coût, ils et elles ne lui allouent pas tout à fait la même fonction que les second·es. En effet, les membres de ce groupe sont en proportion bien plus nombreux et nombreuses à considérer que la grève permet d'exprimer des revendications (82,4 %) qu'elle ne permet de créer un rapport de force (66,7 %). Par rapport aux membres des autres groupes, les « adhérent·es tourné·es vers les mobilisations enseignantes » ont la particularité de s'investir surtout dans les luttes qui les concernent directement – 75,5 % se sont ainsi mobilisé·es contre la réforme des retraites, mais seulement 15,7 % contre la loi Travail – et participent donc essentiellement à celles qui concernent l'éducation. Dans ce cadre, leur mobilisation reste toutefois très modérée : très peu se mettent en effet en grève durant plusieurs jours consécutifs.

Les « adhérent·es en retrait de l'action collective » (6,9 % des enquêté·es ; encadré 5) est le groupe le plus féminin (65,8 %) et qui accueille la plus grande proportion d'enseignant·es du privé (86,8 %). Plus souvent issu·es d'un milieu ouvrier ou agricole que les membres des autres groupes (50 %, pour une moyenne située à 28,3 %), ces adhérent·es ont vécu (et vivent encore) dans un environnement très distant du militantisme. Ils et elles sont très peu nombreux à avoir eu des parents syndiqués et à avoir été socialisé·es aux pratiques militantes pendant leur enfance. C'est aussi parmi elles et eux qu'on trouve la plus forte proportion d'individus dont le ou la conjoint·e n'est pas syndiqué·e (dans 89,5 % des cas, contre 68,5 % en moyenne) et quand ils ou elles le sont, ce n'est jamais à la CGT. Les « adhérent·es en retrait de l'action collective » sont, dans notre corpus, les enseignant·es les plus éloigné·es des formes traditionnelles de la lutte cégétiste. La grève constitue, pour une partie significative de ses membres, un registre d'action problématique, tant du fait de son obsolescence que de ses effets – jugés délétères – sur l'ordre scolaire (23,7 % pensent qu'elle est dépassée et qu'il faut désormais de la concertation, 18,7 %, qu'elle pénalise les élèves). Surtout, la majorité n'adhère pas à la conception politique de la grève – seuls 28,9 % considèrent que la grève permet de créer un rapport de force –, ce qui marque leur forte distance à l'égard d'un des référents culturels majeurs de la CGT. En retrait des luttes dans l'éducation, ces adhérent·es ne s'investissent pas plus dans les autres formes de lutte : 86,8 % n'ont participé à aucune des mobilisations pour les droits et libertés proposées dans le questionnaire et 89,5 % ne se sont pas mobilisé·es dans le cadre de la lutte contre la réforme des retraites. Leur rapport à l'engagement apparaît ainsi très proche de celui des personnels enseignants « les plus rétifs à tout type de mobilisation » décrit par Sawicki (2015:93).

Encadré 5 - **Corinne, « En retrait de l'action collective »**

Corinne, célibataire, est âgée de 53 ans. Titulaire d'un baccalauréat littéraire (mention assez bien) et du CAPLP de Lettres-anglais, elle enseigne dans un lycée professionnel privé d'une grande métropole du Sud de la France. Son père était artisan-commerçant, sa mère employée. Ni l'un ni l'autre n'étaient syndiqué·es ou affilié·es à un parti : au domicile familial, on ne parlait pas politique. Aujourd'hui, Corinne estime être de droite.

Entrée au milieu des années 1990 dans l'enseignement, qu'elle considérait comme un débouché intéressant à ses études, Corinne s'est d'emblée syndiquée à la CGT-EP. Venue vers le syndicat parce qu'elle avait rencontré un problème personnel, elle estime avoir alors rencontré des militant·es investi·es dans leur établissement et dit s'être retrouvée dans les valeurs et les idées portées par la CGT. Absente de la vie syndicale de son établissement, Corinne attend de la CGT-EP un suivi de carrière efficace.

III. Des rapports à l'engagement multi-déterminés

En nous appuyant sur les variables décrivant les propriétés sociales et professionnelles de nos enquêté·es, nous avons cherché à dégager les facteurs les plus susceptibles de moduler leur rapport à l'engagement, et donc à faire émerger les déterminants de l'intensité de leur participation à l'action collective et de leur rapport à la grève (voir les annexes, tableaux 3 et 4).

III.1. Une intensité de l'engagement multi-déterminée

L'intensité de l'engagement des enseignant·es cégétistes dépend particulièrement du contexte professionnel dans lequel ils et elles évoluent et de leurs conditions d'emploi. Comme pour les autres salarié·es, leur engagement se trouve ainsi fortement influencé par le secteur d'activité dans lequel ils et elles travaillent (Piotet, 2009b ; Pignoni, 2016, 2023 ; Blavier *et al.*, 2020). Selon que nos enquêté·es enseignent dans le public ou dans le privé, ils ou elles se situent majoritairement parmi les « adhérent·es mobilisé·es » (enseignant·es du public), ou parmi les « adhérent·es peu ou non mobilisé·es » (enseignant·es du privé) : plus de 4 enseignant·es cégétistes du public sur 5 (82,2 %) ont un profil militant qui les conduit à faire partie des « adhérent·es mobilisé·es » contre 2 sur 5 (40,2 %) pour ceux et celles du privé. Outre le fait de travailler dans le public, deux grades – l'agrégation et le CAPLP – favorisent l'implication dans l'action collective : leurs détenteurs et détentrices évoluent généralement en lycée où la présence syndicale est plus forte, et moins dans les structures de petite taille – en collège notamment – où l'on

trouve en revanche une forte proportion de titulaires du Capes, moins engagé·es dans l'action collective[13]. L'absence de concours – qui concerne surtout des enseignant·es du privé dans notre corpus (77,8 %) – freine également l'implication militante, vraisemblablement en lien avec le caractère précaire du statut des enseignants·es concerné·es.

L'intensité de l'engagement dépend aussi de variables individuelles et familiales. Si le fait d'être un homme renforce la participation aux luttes – 69,9 % d'entre eux figurent parmi les « adhérent·es mobilisé·es » contre 62,1 % pour les femmes –, cet attribut favorise surtout un fort engagement militant : ainsi, lorsqu'ils font partie des « adhérent·es mobilisé·es », les hommes appartiennent plus d'une fois sur deux (54,6 %) au groupe des « adhérent·es de toutes les luttes » alors que, dans cette même situation, les femmes n'y appartiennent que dans 3 cas sur 10 (30,8 %). Rejoignant des résultats obtenus par Sawicki (2015:88-89), ces écarts peuvent trouver une explication dans des socialisations primaires sexuellement différenciées[14] et des « disponibilités biographiques » inégales (McAdam, 1986). L'effet de la conjugalité sur le degré d'implication militante, encore relativement peu exploré, est intéressant à observer : l'engagement de nos enquêté·es est plus marqué en effet chez celles ou ceux qui vivent avec un·e enseignant·e tandis qu'il est plus faible chez celles ou ceux en couple avec un·e cadre du privé ou qui vivent seul·es[15]. Il est également plus développé chez celles et ceux dont le ou la conjoint·e est affilié·e à la CGT[16]. L'homogamie professionnelle ou syndicale apparaît ainsi comme un phénomène très favorable à l'intensité de l'engagement militant, ce qui peut s'expliquer par une multiplication des situations permettant de « militer ensemble » (Biland *et al.*, 2018:196), par des intérêts partagés et/ou par un réseau commun de relations[17].

L'intensité de l'engagement n'est pas indépendante non plus des pratiques militantes adoptées dans le cadre familial d'enfance. Les enquêté·es ayant déclaré avoir manifesté, jeunes, avec leurs parents appartiennent à des profils des « adhérent·es mobilisé·es » dans plus de 4 cas sur 5 (81,5 %) contre un peu moins de 3 cas sur 5 (59,8 %) pour celles et ceux qui ne l'ont pas déclaré. Parmi les second·es, seul·es 22,9 % appartiennent au groupe des « adhérent·es de toutes les luttes », contre 41,7 % pour les premier·es. La participation précoce à des pratiques militantes familiales favorise donc l'appartenance à des profils d'engagement intense, tout comme les discussions politiques fréquentes

13. DEPP, *Repères et références statistiques 2025*, août 2025, p. 347, https://bit.ly/4tFT3pH.

14. Nos enquêtées sont 25,6 % à faire valoir qu'elles ne discutaient jamais politique avec leur père contre 22 % pour les hommes interrogés.

15. Contrairement à l'idée véhiculée par certaines militantes selon laquelle le fait de vivre seule favoriserait l'engagement (Le Quentrec, 2014), nos résultats invitent à penser que le couple constitue davantage une ressource qu'un obstacle, ce qui peut se comprendre au regard notamment des contraintes liées à la monoparentalité.

16. 82,9 % des adhérent·es en couple avec un·e syndiqué·e CGT sont des « adhérent·es mobilisé·es », plus de la moitié d'entre elles et eux (57,7 %) étant des « adhérent·es de toutes les luttes ».

17. À propos de la CFDT, Duriez et Sawicki avaient déjà mis en évidence que la syndicalisation commune au sein du couple pouvait accroître le niveau de fréquentations syndicales des individus (Duriez, Sawicki, 2003:47).

réalisées à cette époque avec le père ou la mère[18]. La syndicalisation des parents, qui encourage de telles pratiques, apparaît de ce fait propice à l'implication militante de la part de nos enquêté·es[19]. *A contrario*, l'origine sociale exerce un rôle assez peu marqué : hormis pour les enquêté·es dont le père était enseignant – ce qui soutient l'engagement – et ceux dont la mère était sans emploi – ce qui le défavorise –, la situation d'emploi des parents n'exerce pas d'effet statistiquement significatif.

Enfin, l'intensité de l'engagement varie chez nos enquêté·es suivant qu'ils ou elles ont suivi toute leur scolarité dans l'enseignement public – leur implication étant alors supérieure à la moyenne – ou non. Outre qu'elles puissent refléter une socialisation de jeunesse dans un environnement familial empreint d'une forte « loyauté » envers le service public d'éducation (Van Zanten, 2006:345), les trajectoires scolaires exclusivement réalisées dans le public suscitent, chez les élèves concerné·es, une confrontation plus régulière aux inégalités scolaires et sociales (Guillerm, Monso, 2023) susceptible d'alimenter des dispositions critiques et revendicatives. Le passage par l'enseignement privé peut quant à lui être associé à des socialisations familiales et scolaires marquées à la fois par une attention accrue à la discipline et au respect de l'ordre social (Léger, 2002:79) et par une plus forte présence du religieux, favorisant « l'inculcation d'un sens de la compassion et (…) du devoir » davantage propice à « implanter une éthique du "bon Samaritain" » (Grisez, 2023:156-157) qu'à développer un esprit de lutte.

III.2. Une conception de la grève multi-déterminée

Le rapport à la grève de nos enquêté·es est, lui aussi, très dépendant du contexte professionnel et de leur position d'emploi : si le fait d'exercer dans l'enseignement privé est fortement corrélé aux profils d'engagement dont les membres doutent de l'efficacité de la grève ou font le choix de ne plus y participer[20], on observe également que les enquêté·es en poste sont plus nombreux et nombreuses à émettre des doutes quant à l'efficacité de la grève que ce n'est le cas des remplaçant·es, beaucoup plus en phase avec cette pratique. Cela peut s'expliquer par la situation professionnelle des remplaçant·es, à la fois plus exposé·es à des conditions de travail dégradées et moins enclin·es à considérer que la grève pénalise les élèves que ne le sont les titulaires[21]. Les enquêté·es entré·es dans l'Éducation nationale sans expérience professionnelle préalable sont également

18. Ce phénomène est également constaté par Pagis dans le chapitre de sa thèse qu'elle consacre aux enfants des participant·es aux événements de Mai 68 (2009:657-740).

19. Cela avait déjà été observé par Sawicki (2015:92).

20. 38 % des enseignant·s cégétistes du privé font partie des « adhérent·es en lutte et critiques de la grève », des « adhérent·es en attente et sceptiques à l'égard de la grève » ou des « adhérent·es en retrait de l'action collective » contre seulement 19,1 % des enseignant·es cégétistes du public.

21. Bien que cette donnée soit à prendre avec précaution eu égard au faible effectif de remplaçant·es dans notre corpus, ils et elles ne sont que 4,2 % à considérer que la grève pénalise les élèves contre 5,3 % dans l'ensemble de notre corpus.

surreprésenté·es parmi celles et ceux qui considèrent la grève comme un instrument légitime d'action, à l'inverse des enquêté·es ayant démissionné d'un précédent emploi, davantage critiques à l'égard de la grève. L'explication peut résider ici dans des éléments se rapportant à leur socialisation professionnelle respective. Tandis que les premier·es ont pu être socialisé·es dès leur entrée dans la vie professionnelle aux traditions de lutte collective propres à la fonction publique (Chaar, 2020:325-328), les second·es ont pu intérioriser un rapport plus individualisé au travail, en décalage avec les stratégies d'action collective portées par les syndicats.

Le rapport différencié à la grève de nos enquêté·es apparaît structuré, aussi, par leur socialisation familiale primaire : le souvenir d'avoir participé, enfant, à des grèves avec leurs parents favorise en effet un rapport plus critique ou sceptique à l'égard de celle-ci[22]. Ce résultat confirme des phénomènes déjà objectivés dans d'autres travaux. On sait en effet que le vécu de l'engagement parental travaille le rapport à l'action militante et n'est pas sans lien avec celui adopté une fois adulte (Giraud, 2009:351-353 ; Masclet, 2015 ; Alfandari, Berthonneau, 2018). Aussi, on peut supposer que l'enrôlement dans les mobilisations parentales a exposé certain·es enquêté·es aux coûts concrets de la mobilisation – pertes de salaire, tensions familiales, ennuis judiciaires (Hivert, 2022), etc. – dès l'enfance, et a pu forger un regard particulièrement aiguisé sur la lutte militante, contribuant à alimenter un rapport plus distancié, voire désenchanté, à la grève, notamment si les mobilisations vécues dans l'enfance ont été perçues comme peu victorieuses.

Enfin, le rapport à la grève de nos enquêté·es apparaît également lié à leur trajectoire scolaire. De fait, seuls 15 % des membres du corpus qui ont obtenu une mention « Bien » ou « Très Bien » au Bac appartiennent aux « adhérent·es en lutte et critiques de la grève », aux « adhérent·es en attente et sceptiques à l'égard de la grève » ou aux « adhérent·es en retrait de l'action collective » alors qu'ils sont 29 % chez ceux qui n'ont pas obtenu une telle mention. Au contraire, les enseignant·es qui ont redoublé au cours de leur scolarité se retrouvent plus fréquemment que les non-redoublant·es dans ces groupes (28,9 % contre 24,6 %). L'explication de ces écarts peut être rattachée cette fois aux effets de la réussite et de l'échec scolaire sur le rapport aux institutions. Nourrissant un conformisme institutionnel (Bourdieu, 1981), le succès dans les études stimule certainement l'intérêt à défendre l'institution scolaire, et donc à faire volontiers usage de la grève pour cela. *A contrario*, par les effets de ressentiment qu'elle produit (Rochex, 2001:349), une scolarité marquée par l'échec alimente une « humeur anti-institutionnelle » (Bourdieu, 1979:164) invitant tout à la fois à une plus grande distance à l'institution scolaire et à un regard critique sur les formes les plus traditionnelles de l'action collective.

22. Cela s'observe aussi chez celles et ceux qui se souviennent avoir participé à des réunions syndicales avec leurs parents : 30 % d'entre elles et eux appartiennent aux « adhérent·es en lutte et critiques de la grève » et aux « adhérent·es en attente et sceptiques à l'égard de la grève », qui ne représentent que 19,6 % du corpus.

Conclusion

À partir d'une enquête menée auprès de 552 enseignant·es cégétistes, cet article a montré que, malgré un socle commun de conceptions et de pratiques d'engagement militant, ces enseignant·es sont traversé·es par des différenciations importantes. Celles-ci tiennent principalement à l'intensité de l'investissement dans les luttes collectives et aux représentations contrastées de la grève comme registre d'action. La démarche que nous avons adoptée a permis de dégager six profils d'engagement distincts, renvoyant, pour certains, à un rapport de forte implication dans l'action collective – les « adhérent·es de toutes les luttes », les « adhérent·es en lutte et critiques de la grève » et les « adhérent·es fidèles investi·es dans les luttes professionnelles » – et, pour d'autres, à un rapport plus distant à l'action collective – les « adhérent·es en attente et sceptiques à l'égard de la grève », les « adhérent·es tourné·es vers les mobilisations enseignantes » et les « adhérent·es en retrait de l'action collective ». Ces différences apparaissent par ailleurs multidéterminées. Si des variables associées au contexte professionnel et aux conditions d'emploi, et en particulier le secteur d'enseignement, sont susceptibles d'expliquer le rapport très variable de nos enquêté·es à l'engagement militant, il faut aussi y voir l'effet socialisateur de trajectoires scolaires et professionnelles ainsi que de configurations familiales et conjugales distinctes.

Bien que l'hétérogénéité des profils d'engagement mise au jour renvoie à des manières de s'engager très variables, elle ne saurait être interprétée comme une faiblesse de la capacité des syndicats CGT de l'éducation à mobiliser, pour peu que les mots d'ordre soient bien choisis. Au regard des profils d'engagement de leurs adhérent·es, il apparaît que ces syndicats peuvent difficilement espérer susciter une forte participation aux luttes sociétales pour la préservation et le développement des droits et libertés. En revanche, la grande majorité de leurs syndiqué·es apparaît en mesure de se mobiliser sur des luttes liées à la défense de leur métier ou de leurs conditions d'emploi, ainsi que sur des luttes professionnelles qui les concernent directement (réforme des retraites). Envisagée à l'aune des recompositions syndicales actuellement discutées, cette observation invite à considérer que les stratégies de mobilisation efficaces des syndicats CGT de l'éducation ne sont pas forcément très différentes de celles des syndicats d'enseignant·es de la FSU. Si, eu égard à cela, les conditions d'une réunification syndicale des deux organisations semblent donc remplies, d'autres aspects – orientations stratégiques et logiques organisationnelles notamment – mériteraient certainement d'être interrogés pour saisir la faisabilité et les éventuelles difficultés qu'une telle réunification pourrait faire naître.

Références bibliographiques :

- Alfandari F. (2018), *Produire un syndicalisme politique : la CGT dans un hôpital psychiatrique de 1968 à nos jours*, Thèse de doctorat en science politique, Lyon, https://theses.fr/2018LYSE2121.
- Alfandari F., Berthonneau C. (2018), « Dans la marmite syndicale : tombé.e.s dedans petit.e.s ? », *in* Fillieule O., Béroud S., Masclet C., Sommier I. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Arles, Actes Sud, p. 137-162.
- Andolfatto D., Labbé D. (2007), *Les syndiqués en France (1990-2006)*, Rapport de recherche, Nancy-Grenoble, Institut d'études politiques de Grenoble-Pacte, mai, https://bit.ly/4srxzLv.
- Andolfatto D., Labbé D. (2021), *Anatomie du syndicalisme*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, https://doi.org/10.3917/pug.andol.2021.01.
- Benzécri J.-P., Benzécri F. (1984), *Pratique de l'analyse des données. Analyse des correspondances, exposé élémentaire*, Paris, Dunod.
- Béroud S. (2013), « Une campagne de syndicalisation au féminin. Une expérience militante dans le secteur de l'aide à domicile », *Travail, genre et sociétés*, vol. 30, n° 2, p. 111-128, https://doi.org/10.3917/tgs.030.0111.
- Béroud S., Bressol E., Pélisse J., Pigenet M. (2019), *La CGT (1975-1995) : un syndicalisme à l'épreuve des crises*, Nancy, Arbre bleu éditions.
- Berthonneau C. (2021), « La "grande gueule" et l'"assistante sociale" : dispositions et capital militants de déléguées syndicales en milieu populaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 235, n° 5, p. 64-79, https://doi.org/10.3917/arss.235.0064.
- Berthonneau C. (2022), « Un syndicalisme bridé. Expériences ordinaires de délégué·es dans des mondes du travail précaires », *Sociologie du travail*, vol. 64, n° 4, https://doi.org/10.4000/sdt.42422.
- Biland E., Moalic-Minnaert M., Yon K. (2018), « Les syndicalistes ont-ils une vie privée ? », *in* Fillieule O., Béroud S., Masclet C., Sommier I. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et militants des années 68 en France*, Arles, Actes Sud, p. 193-220.
- Blavier P., Haute T., Penissat É. (2020), « Du vote professionnel à la grève : les inégalités de participation en entreprise », *Revue française de science politique*, vol. 70, n° 3, p. 443-467, https://doi.org/10.3917/rfsp.703.0443.

- Bourdieu P. (1979), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- Bourdieu P. (1981), « Épreuve scolaire et consécration sociale. Les classes préparatoires aux grandes écoles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 39, p. 3-70, https://doi.org/10.3406/arss.1981.2124.
- Cartier M., Coutant I., Masclet O., Siblot Y. (2008), *La France des « petits-moyens » : enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.
- Chaar N. (2020), *Entrer dans l'action : socialisation au métier et socialisation à l'action collective des enseignants débutants du second degré général et technologique public*, Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Amiens, Université de Picardie Jules Verne, https://theses.fr/2020AMIE0014.
- Contamin J.-G., Delacroix R. (2009), « Les transformations des formes d'engagement au prisme du local : l'exemple de la CGT du Nord », *Politix*, vol. 85, n° 1, p. 81-104, https://doi.org/10.3917/pox.085.0081.
- Corouge C., Pialoux M. (2011), *Résister à la chaîne : dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Marseille, Agone.
- Duriez B., Sawicki F. (2003), « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *Politix*, vol. 16, n° 63, p. 17-51, https://doi.org/10.3406/polix.2003.1291.
- Ferhat I. (2025), *Les syndicats de l'Éducation nationale : des organisations en mutation ?*, Paris, Puf.
- Frajerman L. (2005), « Enseignants "unitaires" et CGT : les prémices d'un divorce », *in* Bressol E., Dreyfus M., Hedde J., Pigenet M. (dir.), *La CGT dans les années 1950*, Rennes, PUR, p. 145-156, https://doi.org/10.4000/books.pur.18905.
- Frajerman L. (2014), *Les frères ennemis. La Fédération de l'Éducation nationale et son courant "unitaire" sous la 4e République*, Paris, Institut de recherches de la FSU & Syllepse, https://bit.ly/41CLq6S.
- Giraud B. (2009), *Faire la grève : les conditions d'appropriation de la grève dans les conflits du travail en France*, Thèse de doctorat en science politique, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, http://www.theses.fr/2009PA010313.
- Giraud B., Yon K., Béroud S. (2018), *Sociologie politique du syndicalisme. Introduction à l'analyse sociologique des syndicats*, Paris, Armand Colin.
- Grisez É. (2023), *À l'école primaire catholique : une éducation bien ordonnée*, Paris, Puf.

- Guillerm M., Monso O. (2023), « Évolution de la mixité sociale des collèges », *Note d'information*, n° 23.37, DEPP, https://doi.org/10.48464/NI-23-37.
- Henni A. (2009), « Un syndicalisme de lutte des classes dans la métallurgie », *in* Piotet F. (dir.), *La CGT et la recomposition syndicale*, Paris, Puf, p. 65-94, https://doi.org/10.3917/puf.piote.2009.01.0065.
- Hivert J. (2022), « L'enfance du désordre : une approche sociologique de la souffrance des enfants de prisonniers politiques au Maroc », *in* Fillieule O., Leclercq C., Lefebvre R. (dir.), *Le malheur militant*, Louvain-la-Neuve, De Boeck, p. 113-131, https://doi.org/10.3917/dbu.filli.2022.01.0113.
- Le Quentrec Y. (2014), « Heurts et bonheurs des militantes : le travail syndical face au travail domestique », *Nouvelle revue de psychosociologie*, vol. 18, n° 2, p. 147-161, https://doi.org/10.3917/nrp.018.0147.
- Lebart L., Morineau A., Piron M. (1995), *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, Paris, Dunod.
- Léger A. (2002), « Public ou privé ? Les raisons du choix des familles », *in* Langouët G., Léger A. (dir.), *Public ou privé ? Les raisons du choix des familles*, Paris, Fabert, p. 61-84.
- Masclet C. (2015), « Le féminisme en héritage ? Enfants de militantes de la deuxième vague », *Politix*, vol. 109, n° 1, p. 45-68, https://doi.org/10.3917/pox.109.0045.
- McAdam D. (1986), « Recruitment to high-risk activism: The case of freedom summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, p. 64-90, https://www.jstor.org/stable/2779717.
- Michon S. (2011), « La lutte dans la lutte. L'espace de la mobilisation étudiante contre le contrat première embauche (CPE) », *Sociétés contemporaines*, vol. 83, n° 3, p. 83-106, https://doi.org/10.3917/soco.083.0083.
- Mischi J. (2011), « Gérer la distance à la "base". Les permanents CGT d'un atelier SNCF », *Sociétés contemporaines*, n° 84, p. 53-77, https://doi.org/10.3917/soco.084.0053.
- Mischi J. (2016), *Le bourg et l'atelier : sociologie du combat social*, Marseille, Agone.
- Montant G. (2008), *Un certain regard : un demi-siècle d'histoire des enseignements à la CGT*, Institut CGT d'histoire sociale.

- Nizzoli C. (2015), *C'est du propre ! Syndicalisme et travailleurs du « bas de l'échelle » (Marseille et Bologne),* Paris, Puf.
- Pagis J. (2009), *Les incidences biographiques du militantisme en mai 68 : une enquête sur deux générations familiales : des "soixante-huitards" et leurs enfants scolarisés dans deux écoles expérimentales (Vitruve et Ange-Guépin),* Thèse de doctorat en sociologie, EHESS, https://theses.fr/2009EHES0017.
- Pagis J. (2011), « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 », *Sociétés contemporaines*, vol. 84, n° 4, p. 25-51, https://doi.org/10.3917/soco.084.0025.
- Pignoni M.-T. (2016), « La syndicalisation en France : des salariés deux fois plus syndiqués dans la fonction publique », *Dares Analyses*, n° 025, mai, http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-025.pdf.
- Pignoni M.-T. (2023), « Léger repli de la syndicalisation en France entre 2013 et 2019 : dans quelles activités et pour quelles catégories de salariés ? », *Dares Analyses*, n° 6, février, https://bit.ly/4eGiuPO.
- Piotet F. (2009a), *La CGT et la recomposition syndicale*, Paris, Puf, https://doi.org/10.3917/puf.piote.2009.01.
- Piotet F. (2009b), « Les nouvelles frontières de la CGT dans l'enseignement secondaire », *in* Piotet F. (dir.), *La CGT et la recomposition syndicale*, Paris, Puf, p. 205-241, https://doi.org/10.3917/puf.piote.2009.01.0205.
- Poucet B. (2001), « La question syndicale dans l'enseignement privé au XX^{e} siècle : éléments pour une histoire », *Le Mouvement social*, vol. 195, n° 2, p. 79-99, https://doi.org/10.3917/lms.195.0079.
- Rochex J.-Y. (2001), « Échec scolaire et démocratisation : enjeux, réalités, concepts, problématiques et résultats de recherche », *Schweizerische Zeitschrift für Bildungswissenschaften*, vol. 23, n° 2, p. 339-356, https://doi.org/10.25656/01:3769.
- Rodrigues C., Penissat É., Haute T., Blavier P. (2025), « S'engager au travail et hors travail : quelles articulations entre deux registres de participation ? », *La Nouvelle Revue du Travail*, n° 26, https://doi.org/10.4000/13uo1.
- Sawicki F. (2015), « Esquisse d'une sociologie politique des enseignants français », *Éducation et Sociétés*, vol. 36, n° 2, p. 83-102, https://doi.org/10.3917/es.036.0083.

- Siblot Y. (2009), « La difficile transmission d'un syndicalisme d'ouvriers à "statut" », *in* Piotet F. (dir.), *La CGT et la recomposition syndicale*, Paris, Puf, p. 95-118, https://doi.org/10.3917/puf.piote.2009.01.0095.
- Siblot Y. (2018), « Entretenir un rapport mobilisé à sa condition sociale en milieu populaire. Engagement syndical et sociabilité parmi des ouvrières de blanchisserie », *Sociétés contemporaines*, vol. 109, n° 1, p. 65-92, https://doi.org/10.3917/soco.109.0065.
- Tilly C. (1986), *La France conteste : de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard.
- Van Zanten A. (2006), « Les choix scolaires dans la banlieue parisienne : défection, prise de parole et évitement de la mixité », *in* Lagrange H. (dir.), *L'épreuve des inégalités*, Paris, Puf, p. 315-350, https://doi.org/10.3917/puf.lagra.2006.01.0315.

ANNEXES

Tableau 1

Variables et modalités relatives aux conceptions et pratiques d'engagement des enseignant·es cégétistes

Graphique 1

Espace des conceptions de la grève et des formes d'implication dans les luttes collectives des enseignant·es cégétistes

Tableau 2

Liaison statistique entre profils d'engagement et variables testées

Tableau 3

Régression logistique multinomiale modélisant les probabilités d'appartenance des enseignant·es cégétistes aux six profils d'engagement dans les luttes collectives

Tableau 4

Coordonnées, effectifs et valeurs-test des modalités des variables les plus corrélées aux axes 1 et 2 de l'espace de l'engagement

Tableau 1 - Variables et modalités relatives aux conceptions et pratiques d'engagement des enseignant·es cégétistes

Questions posées dans le questionnaire* :	Variables	Modalités	Axe 1	Axe 2
	En noir : actives		En noir : contributions**	
	En bleu : illustratives		En bleu : coordonnées	
Que pensez-vous de la Grève ?				
Elle est inutile	greve_inut	Oui	+0,210	+3,679
		Non	-0,012	-0,211
Elle permet de faire entendre ses revendications	greve_revend	Oui	-0,368	-1,088
		Non	+1,352	+4,002
Elle permet de créer un rapport de force	greve_rap_de_ force	Oui	-1,221	-0,306
		Non	+4,743	+1,189
Faire grève, c'est pénaliser les élèves	greve_penalis	Oui	-0,980	-1,346
		Non	+0,054	+0,075
La grève a un coût financer trop élevé pour ses participants	greve_cout	Oui	+0,010	+9,950
		Non	-0,037	-3,679
La grève est dépassée : il faut des actions plus radicales	greve_insuf	Oui	-0,216	+18,993
		Non	+0,069	-6,149
La grève est dépassée : il faut des actions symboliques (coups d'éclat médiatiques)	greve_symbol	Oui	+0,037	+22,970
		Non	-0,011	-6,655
La grève est dépassée : il faut de la concertation	greve_concert	Oui	+1,175	+8,610
		Non	-0,087	-0,637

Au cours de ces cinq dernières années, avez-vous participé à des mobilisations enseignantes ?				
En faisant grève ou en participant à un débrayage[a]	greve_deb	Oui Non		
En signant une pétition	pet	Oui Non	-1,051 +1,925	+0,535 -0,980
En manifestant	manif	Oui Non	-1,461 +9,152	+0,081 -0,506
En finançant une caisse de grève	caisse_gr	Oui Non	-5,137 +4,284	0 0
En participant à une occupation d'établissement	etbt_occup	Oui Non	-2,688 +0,496	-0,240 +0,044
En participant à un rassemblement (devant un établissement, un Rectorat, etc.)	rassem-blement	Oui Non	-4,246 +6,810	+0,035 -0,057
D'une autre manière	autre	Oui Non	-1,254 +0,142	-1,156 +0,131
	prat_milit (Somme des modalités « Oui » aux réponses précédentes)	0 1 2 3 4 5 6	+1,953 +1,042 +0,370 -0,238 -0,662 -1,069 -1,307	-0,494 -0,077 +0,119 +0,094 +0,148 -0,200 -0,490
Si vous avez participé à ces mobilisations enseignantes, vous est-il arrivé de faire grève[b] :				
Une semaine ou davantage	greve	Oui, ça m'est arrivé	-3,083	-1,158
Plusieurs jours consécutifs		Oui, ça m'est arrivé	-1,779	-0,036
Plusieurs jours de manière perlée		Oui, ça m'est arrivé	+0,174	+1,257
Une journée seulement		Oui, ça m'est arrivé	+1,210	-0,003
Je n'ai jamais fait grève		Je n'ai jamais fait grève	+7,861	-0,159

Questions posées dans le questionnaire* :	Variables	Modalités	Axe 1	Axe 2
	En noir : actives		En noir : contributions**	
	En bleu : illustratives		En bleu : coordonnées	
Avez-vous participé personnellement aux mouvements sociaux suivants ?				
Le mouvement des Gilets Jaunes	gilets_j	Oui	-2,320	+0,022
		Non	+0,744	-0,007
Les marches pour le climat (2018-2019)	climat	Oui	-2,438	+1,492
		Non	+1,039	-0,636
La mobilisation contre le racisme et les violences policières (2020)	racisme	Oui	-4,808	+0,004
		Non	+3,021	-0,002
Les mobilisations contre le Pass sanitaire (été 2021)	pass_sanit	Oui	-0,723	+0,155
		Non	+0,146	-0,032
	mvmt_non_pro (Somme des modalités « Oui » aux réponses précédentes)	0	+0,684	-0,149
		1	-0,124	+0,077
		2	-0,540	+0,091
		3 ou 4	-1,025	+0,161
La mobilisation contre la loi Travail / loi El Khomri (2016)	travail	Oui	-4,279	+0,180
		Non	+7,710	-0,324
Le mouvement contre la réforme des retraites (2018-2020)	retraites	Oui	-1,101	+0,145
		Non	+8,248	-1,085
	mvmt_pro (Somme des modalités « Oui » aux réponses précédentes)	0	+1,839	-0,416
		1	+0,605	-0,023
		2	-0,561	+0,080

* : certaines des questions ont été reprises de l'enquête MILITENS : nous remercions ici les membres de l'équipe responsable de cette enquête.

** + : coordonnée positive ; - : coordonnée négative.

a : cette variable, présente dans notre questionnaire, n'a pas été mobilisée pour réaliser notre ACM.

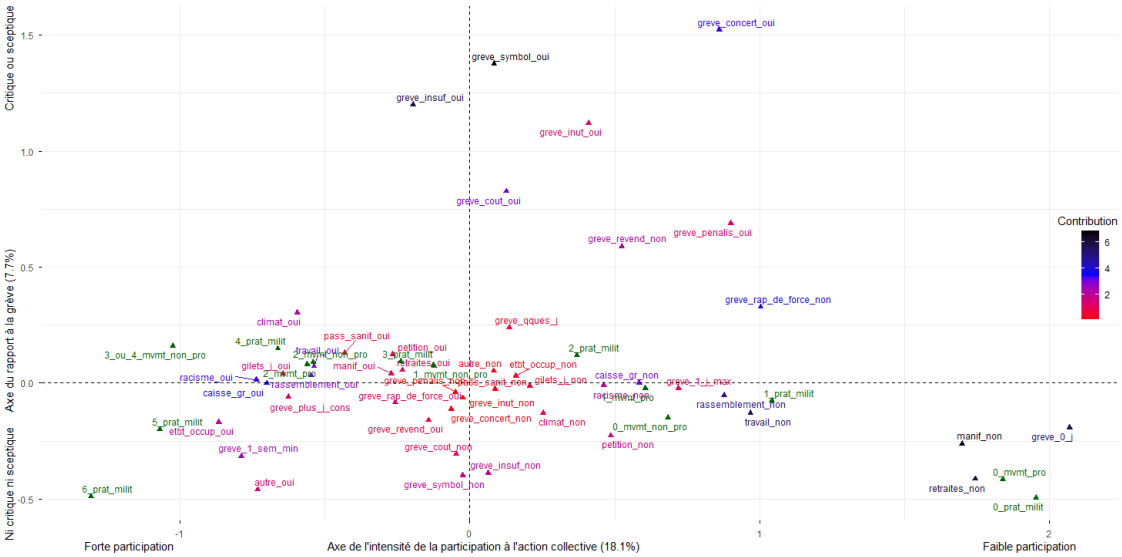
b : en réalité, pour chacune des propositions, nous avions offert comme réponses possibles aux enquêté·es : « Oui, ça m'est arrivé » et « Non, jamais ». L'ensemble a été recodé en priorisant la modalité de réponse traduisant l'investissement le plus prononcé dans la pratique gréviste. Ainsi, un individu ayant répondu « Oui, ça m'est arrivé » à la proposition « Une semaine ou plus » et « Oui ça m'est arrivé » à la proposition « plusieurs jours de manière perlée » s'est vu attribuer la modalité « greve_1_sem_min ». La modalité « greve_plus_j_cons » correspond ainsi aux individus ayant déclaré avoir fait grève plusieurs jours consécutifs dans le cadre des mobilisations enseignantes, mais moins d'une semaine ; la modalité « greve_qques_j », à ceux qui ont déclaré avoir fait grève plusieurs jours, mais ni de manière consécutive, ni une semaine ou davantage ; la modalité « greve_1_j_max », à ceux ayant déclaré avoir fait grève seulement à l'occasion d'une journée. Les individus ayant répondu « Non, jamais » à toutes les propositions de modalités se sont vu attribuer la modalité « greve_0_j ».

Lecture : La modalité « greve_inut_oui » (La Grève est inutile ? Réponse : Oui) contribue à hauteur de 0,21 % à la construction de l'axe 1 du premier plan factoriel de l'espace de l'engagement et de 3,68 % à la construction de l'axe 2. Le signe présenté devant chacune des contributions étant positif, la modalité se situe dans le quadrant Nord-Est de ce plan (voir annexe, graphique 1).

La modalité « greve_inut_non » (La Grève est inutile ? Réponse : Non) contribue à hauteur de 0, 1 % à la construction de l'axe 1 du premier plan factoriel de l'espace de l'engagement et de 0,21 % à la construction de l'axe 2. Le signe présenté devant chacune des contributions étant négatif, la modalité se situe dans le quadrant Sud-Ouest de ce plan (voir annexe, graphique 1).

La modalité 0_prat_milit (0 pratique militante) se situe au point de coordonnées (1,953 ; -0,494) sur le premier plan factoriel de l'espace de l'engagement. Elle se situe donc dans le quadrant Sud-Est de ce plan (voir annexe, graphique 1). La variable prat_milit associée à la modalité 0 (0 pratique militante) se situe au point de coordonnées (1,953 ; -0,494) sur le premier plan factoriel de l'espace de l'engagement. Elle se situe donc dans le quadrant Sud-Est de ce plan (voir annexe suivante, graphique 1).

Graphique 1 - **Espace des conceptions de la grève et des formes d'implication dans les luttes collectives des enseignant·es cégétistes**



Champ : enseignant·es syndiqué·es à la CGT (n = 552)

Note sur le graphique : Le premier axe, qui structure le plus fortement les distinctions entre nos enquêté·es, est principalement construit par les variables associées aux usages des registres de l'action collective par nos enquêté·es et aux diverses mobilisations dans lesquelles ils et elles s'engagent. Il s'agit d'un axe de l'intensité de la participation à l'action collective. Les individus positionnés à l'Ouest s'investissent fortement dans l'action collective, sous de multiples formes. Les individus positionnés à l'Est s'investissent faiblement dans l'action collective.

Le deuxième axe est principalement construit à partir des variables liées aux conceptions que les enquêté·es ont de la grève. Il s'agit d'un axe du rapport à la grève. Les individus positionnés au Nord sont critiques ou sceptiques envers ce registre de l'action collective. Les individus positionnés au Sud n'émettent ni doute, ni jugement critique à l'égard de la grève. Leur rapport à la grève reste néanmoins modelé selon leur position sur le premier axe.

Source : auteur·es.

Tableau 2 - **Liaison statistique entre profils d'engagement et variables testées**

Variables		p.value associée au test du Khi-2	Signifi-cativité	V de Cramer
Types	**Nom**			
Variables d'origine sociale	Pere_GSP[a]	0,0142	*	0,150
	Mere_GSP[a]	0,0796	.	0,139
	Pere_dip[b]	0,3127		0,101
	Mere_dip[b]	0,0053	**	0,130
	Pere_syndic[c]	0,0039	**	0,153
	Mere_syndic[c]	0,0769	.	0,124
	Pere_parti[c]	0,0892	.	0,122
	Mere_parti[c]	0,3854		0,098
Variables de pratiques familiales d'enfance	Pere_discuss[d]	0,0236	*	0,137
	Mere_discuss[d]	0,0091	**	0,146
	Parents_manif[e]	<0,0001	***	0,245
	Parents_greve[e]	0,0004	***	0,201
	Parents_meeting[e]	0,0036	**	0,178
Variables de trajectoire scolaire	Scolarisation dans le privée	0,0005	***	0,200
	Mention B-TB[e]	0,0561	.	0,140
	Redoublement[e]	0,3795		0,098
	Bourse au mérite[e]	0,6712		0,0760
	Type de bac obtenu[f]	0,1952		0,107
Variables de trajectoire professionnelle	Profession antérieure[g]	0,1348		0,109
	Circonstances de la rupture[h]	0,0077	**	0,128
Variables d'identité individuelle	Parti[i]	<0,0001	***	0,200
	Sexe[j]	<0,0001	***	0,243
	Age[k]	0,5847		0,089
Variables de position professionnelle	Secteur professionnel[l]	<0,0001	***	0,476
	Grade[m]	<0,0001	***	0,163
	Statut d'emploi[n]	0,4300		0,096
Variables de conjugalité	Conjoint GSP[o]	0,0049	**	0,156
	Conjoint Syndic[p]	<0,0001	***	0,250
	Conjoint Parti[p]	0,0004	***	0,171

Champ : enseignant·es syndiqué·es à la CGT (n = 552)

a : variables à 9 modalités (« Ouvrier ou Agriculteur », « Employé », « Profession intermédiaire hors enseignant », « Artisan, commerçant, chef d'entreprise », « Enseignant », « Cadre et profession intellectuelle supérieure hors enseignant et secteur privé », « Cadre et profession intellectuelle supérieure du secteur privé », « Sans emploi », « absence de réponse »).

b : variables à 6 modalités (« Sans diplôme ou seulement un CEP », « CAP ou BEP », « BAC », « BAC +2 », « BAC +3 et plus », « absence de réponse »).

c : variables à 3 modalités (non adhérent, adhérent au PCF/à la CGT, adhérent à un autre parti/syndicat).

d : variables à 3 modalités (« souvent », « parfois », « jamais »).

e : variables à 2 modalités (« oui », « non »).

f : variable à 5 modalités (« Technologique ou professionnel », « Litteraire », « Economique », « Scientifique », « absence de réponse »).

g : variable à 6 modalités (« sans expérience antérieure », « expérience antérieure dans une entreprise privée », « expérience antérieure dans une entreprise publique ou une administration hors éducation nationale », « expérience antérieure dans l'éducation nationale », « expérience antérieure dans une association », « expérience antérieure en tant qu'indépendant »).

h : variable à 6 modalités (« licenciement », « démission », « contrat arrivé à échéance », « rupture conventionnelle », « sans objet », « absence de réponse »).

i : variable à 3 modalités (« non adhérent », « adhérent au PCF ou à LFI », « adhérent dans un autre parti »).

j : variable à 2 modalités (« féminin », « masculin »).

k : variable à 4 modalités (« moins de 35 ans » « entre 35 et 45 ans », « entre 45 et 55 ans » ; « 55 ans et plus »).

l : variable à 2 modalités (« enseignement public », « enseignement privé »).

m : variable à 6 modalités (« Agrégation », « CAPES », « CAPET », « CAPLP », « CRPE », « Absence de concours »).

n : variable à 4 modalités (« titulaire », « remplaçant », « stagiaire » ou « contractuel »).

o : variable à 9 modalités (« Ouvrier ou Agriculteur », « Employé », « Profession intermédiaire hors enseignant », « Artisan, commerçant, chef d'entreprise », « Enseignant », « Cadre et profession intellectuelle supérieure hors enseignant et secteur privé », « Cadre et profession intellectuelle supérieure du secteur privé », « Sans emploi », « Sans objet »).

p : variables à 3 modalités (« absence de conjoint ou conjoint non adhérent », « conjoint adhérent au PCF ou à LFI/à la CGT », « conjoint adhérent à un autre parti/syndicat »).

Note : *** $p < 0{,}001$; ** $p < 0{,}01$; * $p < 0{,}05$; . $p < 0{,}1$.

Remarque : les variables en bleu n'ont pas été introduites dans la procédure de construction step-by-step de la régression logistique.

Tableau 3 - **Régression logistique multinomiale modélisant les probabilités d'appartenance des enseignant·es cégétistes aux six profils d'engagement dans les luttes collectives**

1. réf. : adhérent·es fidèles investi·es dans les luttes professionnelles

Profils d'engagement[1]	Variables	Modalités	Odds-ratios	Intervalle de confiance	p. value	Signifi-cativité
Adhérent·es en retrait de l'action collective	Enseignement (réf. : public)	privé	12,61	[4,53 ; 35,12]	<0,0001	***
	Parents_manif[a] (réf. : non)	oui	0,07	[0,01 ; 0,55]	0,0112	*
	Sexe (réf. : féminin)	masculin	0,89	[0,39 ; 2,02]	0,7839	
	Mention bac « Bien » ou « Très Bien » (réf. : non)	oui	0,70	[0,21 ; 2,33]	0,5573	
	Statut syndical du/de la conjoint·e (réf. : non adhérent)	adhérent·e hors CGT	0,64	[0,19 ; 2,18]	0,4775	
		adhérent·e à la CGT	-	-	-	
	Affiliation partisane (réf. : non)	adhérent·e hors PCF/LFI	-	-	-	
		adhérent·e PCF/LFI	0,30	[0,03 ; 2,68]	0,2815	
Adhérent·es tourné·es vers les mobilisations enseignantes	Enseignement (réf. : public)	privé	3,95	[2,27 ; 6,87]	<0,0001	***
	Parents_manif[a] (réf. : non)	oui	0,63	[0,25 ; 1,18]	0,1483	
	Sexe (réf. : féminin)	masculin	0,93	[0,53 ; 1,61]	0,7851	
	Mention bac « Bien » ou « Très Bien » (réf. : non)	oui	1,35	[0,70 ; 2,60]	0,3677	
	Statut syndical du/de la conjoint·e (réf. : non adhérent)	adhérent·e hors CGT	0,64	[0,27 ; 1,52]	0,3097	
		adhérent·e à la CGT	1,48	[0,68 ; 3,23]	0,3217	
	Affiliation partisane (réf. : non)	adhérent·e hors PCF/LFI	0,25	[0,03 ; 2,21]	0,2114	
		adhérent·e PCF/LFI	0,34	[0,10 ; 1,13]	0,0795	.
Adhérent·es en attente et sceptiques à l'égard de la grève	Enseignement (réf. : public)	privé	3,21	[1,60 ; 6,43]	0,0010	**
	Parents_manif[a] (réf. : non)	oui	0,51	[0,21 ; 1,27]	0,1466	
	Sexe (réf. : féminin)	masculin	2,34	[1,18 ; 4,66]	0,0152	*
	Mention bac « Bien » ou « Très Bien » (réf. : non)	oui	0,27	[0,08 ; -0,94]	0,0402	*

Adhérent·es en attente et sceptiques à l'égard de la grève (suite)	Statut syndical du/de la conjoint·e (réf. : non adhérent)	adhérent·e hors CGT	0,80	[0,29 ; 2,24]	0,6753	
		adhérent·e à la CGT	0,68	[0,21 ; 2,20]	0,5155	
	Affiliation partisane (réf. : non)	adhérent·e hors PCF/LFI	0,82	[0,14 ; 4,72]	0,8278	
		adhérent·e PCF/LFI	0,24	[0,03 ; 1,98]	0,1845	
Adhérent·es en lutte et critiques de la grève	Enseignement (réf. : public)	privé	0,79	[0,41 ; 1,54]	0,4913	
	Parents_manif[a] (réf. : non)	oui	1,08	[0,55 ; 2,13]	0,8133	
	Sexe (réf. : féminin)	masculin	1,11	[0,59 ; 2,08]	0,7441	
	Mention bac « Bien » ou « Très Bien » (réf. : non)	oui	0,47	[0,20 ; 1,10]	0,0820	.
	Statut syndical du/de la conjoint·e (réf. : non adhérent)	adhérent·e hors CGT	0,72	[0,27 ; 1,92]	0,5114	
		adhérent·e à la CGT	1,29	[0,54 ; 3,08]	0,5604	
	Affiliation partisane (réf. : non)	adhérent·e hors PCF/LFI	0,54	[0,06-4,80]	0,5813	
		adhérent·e PCF/LFI	1,72	[0,65 ; 4,57]	0,2787	
Adhérent·es de toutes les luttes	Enseignement (réf. : public)	privé	0,25	[0,13 ; 0,47]	<0,0001	***
	Parents_manif[a] (réf. : non)	oui	2,05	[1,20 ; 3,51]	0,0088	**
	Sexe (réf. : féminin)	masculin	2,66	[1,59 ; 4,44]	0,0002	***
	Mention bac « Bien » ou « Très Bien » (réf. : non)	oui	0,51	[0,27 ; 0,97]	0,0386	*
	Statut syndical du/de la conjoint·e (réf. : non adhérent)	adhérent·e hors CGT	1,21	[0,57 ; 2,57]	0,6140	
		adhérent·e à la CGT	4,89	[2,58 ; 9,25]	<0,0001	***
	Affiliation partisane (réf. : non)	adhérent·e hors PCF/LFI	5,45	[1,84 ; 16,20]	0,0023	**
		adhérent·e PCF/LFI	1,17	[0,50 ; 2,78]	0,7141	

Champ : enseignant·es syndiqué·es à la CGT (n = 552)

a. cette variable renvoie au fait d'avoir participé ou non à une manifestation avec les parents pendant la jeunesse.

Notes : *** p < 0,001 ; ** p < 0,01 ; * p < 0,05 ; . p < 0,1.

Remarque : nous avons choisi comme classe de référence les « adhérent·es fidèles investi·es dans les luttes professionnelles » en vertu du positionnement central de cette classe sur le plan factoriel 1 :2 et de son importance numérique.

Lecture : toutes choses égales par ailleurs, relativement à un·e enseignant·e cégétiste exerçant dans l'enseignement public, un·e enseignant·e cégétiste de l'enseignement privé a 3,95 fois plus de chances d'appartenir au profil des « adhérent·es tourné·es vers les mobilisations enseignantes » qu'à celui des « adhérent·es fidèles investi·es dans les luttes professionnelles ».

Tableau 4 - **Coordonnées, effectifs et valeurs-test des modalités des variables les plus corrélées aux axes 1 et 2 de l'espace de l'engagement**

Types de variables	Variable	Modalités	Coordonnées (Axe 1)	Coordonnées (Axe 2)	Effectifs (en %)	v.test (Axe 1)	v.test (Axe 2)
Variables de position professionnelle	Secteur d'enseignement	Public	-0,369	-0,060	60,9	**-10,81**	-1,75
		Privé	0,574	0,093	39,1	**10,81**	1,75
	Statut d'emploi	Remplaçant	0,126	-0,311	8,7	0,91	**-2,25**
		Titulaire	-0,021	0,034	88,4	-1,33	**2,20**
	Grade	Sans concours	0,616	-0,227	8,2	**4,31**	-1,58
		Agrégation	-0,476	-0,206	6,7	**-2,99**	-1,29
		CAPLP	-0,330	0,043	32,1	**-5,32**	0,69
		CAPES	0,176	0,059	35,1	**3,04**	1,02
Variables d'identité individuelle et de conjugalité	Sexe	Féminin	0,141	0,042	53,1	**3,51**	1,05
		Masculin	-0,159	-0,047	46,9	**-3,51**	-1,05
	Affiliation politique	PCF/LFI	-0,528	-0,045	8,5	**-3,78**	-0,32
		Oui (hors PCF/LFI)	-0,614	-0,299	5,4	**-3,46**	-1,68
		Non affilié·e	0,091	0,023	86,1	**5,30**	1,36
	CSP du/de la conjoint·e	Cadre_PIS_pr	0,357	-0,093	6,0	**2,11**	-0,55
		Enseignant·e	-0,254	-0,067	27,5	**-3,68**	-0,97
		Sans objet	0,161	-0,025	23,9	**2,12**	-0,33
	Statut syndical du/de la conjoint·e	Syndiqué·e CGT	-0,538	-0,238	20,1	**-6,30**	-2,80
	Affiliation politique du/de la conjoint·e	Non affilié·e	0,054	0,003	93,7	**4,85**	0,23
Variables d'origine sociale et de pratiques familiales d'enfance	Diplôme du père	BAC + 2	-0,313	0,318	8,3	**-2,22**	**2,25**
	CSP du père	Enseignant	-0,295	-0,06	11,1	**-2,44**	-0,50
	Statut syndical du père	Syndiqué CGT	-0,349	-0,042	15,4	**-3,49**	-0,42
		Syndiqué non CGT	-0,239	-0,022	18,3	**-2,66**	-0,24
	Affiliation politique du père	PCF	-0,441	-0,143	7,8	**-3,00**	-0,97
		Non affilié	0,055	0,023	82,8	**2,82**	1,19
	GSP de la mère	Sans emploi	0,163	-0,074	27,4	**2,35**	-1,07
	Statut syndical de la mère	Syndiquée non CGT	-0,234	-0,197	11,8	**-2,00**	-1,69
		Non syndiquée	0,057	0,018	81,3	**2,79**	0,90
	Affiliation politique de la mère	Non affiliée	0,039	-0,001	91,8	**3,09**	-0,08

Variables d'origine sociale et de pratiques familiales d'enfance (suite)	Participation à une grève avec les parents pendant la jeunesse	Oui	-0,469	0,216	14,3	**-4,50**	**2,07**
		Non	0,078	-0,036	85,7	**4,50**	**-2,07**
	Participation à un meeting avec les parents pendant la jeunesse	Oui	-0,486	-0,150	13,8	**-4,56**	-1,40
		Non	0,078	0,024	86,2	**4,56**	1,40
	Participation à une manifestation avec les parents pendant la jeunesse	Oui	-0,422	-0,088	27,4	**-6,08**	-1,27
		Non	0,159	0,033	72,6	**6,08**	1,27
	Discussion avec le père	Souvent	-0,183	-0,087	38,6	**-3,40**	-1,63
		Parfois	0,142	0,056	37,5	**2,59**	1,01
	Discussion avec la mère	Souvent	-0,222	-0,113	27,0	**-3,18**	-1,61
		Jamais	0,163	0,003	29,7	**2,48**	0,05
Variables de trajectoire professionnelle et scolaire	Profession antérieure	Éducation Nationale	-0,281	0,039	12,0	**-2,43**	0,33
		Sans	-0,038	-0,115	50,7	-0,90	**-2,74**
	Circonstances du départ	Démission	0,158	0,233	17,4	1,70	**2,51**
		Sans objet	-0,034	-0,101	51,8	-0,82	**-2,47**
	Type de Bac obtenu	Littéraire	0,075	-0,118	34,4	1,27	**-2,00**
	Scolarité dans l'enseignement privé	Oui	0,265	0,065	30,3	**4,10**	1,00
		Non	-0,115	-0,028	69,7	**-4,10**	-1,00

Champ : enseignant·es syndiqué·es à la CGT (n = 552)

Remarque : Nous avons fait le choix d'exclure les modalités pour lesquelles nous avions moins de 28 enquêté·es qui la partageaient (seuil de 5 %) et pour lesquelles la valeur test invitait à considérer qu'elles ne disposent pas d'une position significative (|valeur test| < 2, ce qui correspond approximativement à un seuil de 5 %. Voir Lebart et al., 1995:124).